



*La France se doit de garantir les valeurs démocratiques.
Mais, en pratique, y respecte-t-on, réellement les droits et la dignité des citoyens et des personnes?
Comment réagir contre des pratiques qui se révèlent discriminantes ?
Des citoyens ont-ils le droit et les moyens de s'opposer à ces pratiques ?*

L'association des résidents du Foyer Brindeau conteste et mène des actions depuis 6 mois contre l'opération de démolition et reconstruction d'une résidence sociale.

Elle revendique avec les associations et les personnes qui soutiennent leurs actions une réhabilitation totale du foyer respectant leurs droits de locataires et de résidents havrais présents depuis des dizaines d'années.

Cette opération se traduirait par la réalisation, programmée pour 2015, d'une structure pouvant accueillir 140 personnes contre 288 chambres actuellement. Alors qu'un contre-projet élaboré avec un architecte montre qu'une rénovation est possible à moindre coût avec maintien d'environ 200 chambres. En fait, l'opération vise surtout à supprimer toute structure de vie collective (cuisine, plusieurs salles pour toutes les réunions, les activités collectives, la formation, espaces de convivialité, etc...)

Ce foyer, inscrit depuis de nombreuses années au plan national de rénovation, a vu son état se détériorer suite à l'absence d'entretien normal par le propriétaire (IBS) et l'organisme gestionnaire (AFTAM).

Les menaces de fermeture de M. le Sous-préfet, sont la conséquence de cet état d'abandon. Il appartient au gestionnaire et au propriétaire d'y apporter les corrections.

Le foyer, par moitié, accueillait également des demandeurs d'asile dont les dossiers sont en instruction. Certains ont déjà fait l'objet de transfert vers d'autres structures et d'autres opérations sont programmées. L'on mure les chambres au fur et à mesure que l'on fait partir les habitants, alors que l'on sait que le 115 ne suffit pas à assurer les hébergements d'urgence et que des gens sont aujourd'hui à la rue (y compris des enfants).

**L'association des résidents du Foyer Brindeau appelle donc à une marche de Solidarité,
Français-Immigrés, pour le respect et la dignité,**

**Le SAMEDI 24 MARS
RETROUVONS NOUS TOUS ENSEMBLE
A 15 H A LA GARE DU HAVRE
POUR MARCHER
JUSQU'A L HOTEL DE VILLE**



De lois en codes, de décrets en circulaires, les gouvernements successifs n'ont cessé de légiférer pour réduire, à chaque fois, à peau de chagrin les droits des migrant-e-s faisant du migrant le bouc émissaire, dans une surenchère sécuritaire et raciste.

50 ans après les indépendances, la France continue de soutenir, au delà de son « pré carré » en Afrique, des régimes dictatoriaux et corrompus, tout en restreignant comme jamais auparavant le droit d'asile pour celles et ceux qui sont persécutés.

50 ans après les indépendances, les habitants français et étrangers des quartiers populaires, et les jeunes, surtout s'ils sont originaires du Maghreb et d'Afrique noire, sont toujours considérés comme des ennemis intérieurs.

L'attaque brutale à l'encontre des droits des migrants sert la même politique que celle qui amalgame les chômeurs à des « assistés », les malades à des « profiteurs », les salariés, fonctionnaires ou retraités à des « privilégiés ». Elle ne sert qu'à diviser les citoyens, les travailleurs et les peuples, à faire peur et à faire douter de l'avenir de notre société.

Appel soutenu par ACI, AHSETI, COPAF, ChOC, Femmes Solidaires, RESF, CGT, SOLIDAIRES.